

§ 2. De in § 1 vermelde bijdrage wordt verhoogd met een variabele bijdrage van :

- tweeduizend vijfhonderd frank voor de bijdrageplichtigen met 4 tot 5 werknemers;
- vijfduizend frank voor de bijdrageplichtigen met 6 tot 10 werknemers;
- zeventienduizend vijfhonderd frank voor de bijdrageplichtigen met meer dan 10 werknemers.

Art. 3. Ten einde de Dienst in staat te stellen het bedrag van de bijdrage te bepalen dienen al de in artikel 2 vermelde bijdrageplichtigen, op zijn verzoek en binnen dertig dagen na de verzending van het aangifteformulier, een aangifte in betreffende het aantal tewerkgestelden tijdens het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de bijdrage verschuldigd is.

Indien deze aangifte niet ingediend is binnen de voorgeschreven termijn is een vaste forfaitaire bijdrage van vijftigduizend frank verschuldigd.

Art. 4. De bijdragen zijn verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen die uit hun activiteiten inkomsten verwerven in de zin van artikelen 23, § 1, en 183 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 5. De Dienst wordt belast met de inning van de bij dit besluit bedoelde verplichte bijdragen.

Het bedrag van de bijdragen wordt ter kennis van de bijdrageplichtige gebracht, die ze moet betalen binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan.

Bij gebrek aan tijdige betaling is van rechtswege en zonder aanmaning of ingebrekestelling de wettelijke verwijlinterest verschuldigd, alsook een vergoeding van de werkelijk door de Dienst voorgelegde bijkomende administratie- en inningskosten, met een minimum van 1 500 frank per achterstallige bijdrage.

Art. 6. Voor de uitoefening van hun opdracht mogen de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren alle lokalen, behalve deze die tot woning dienen, betreden om de aangiften in het bijzonder te controleren.

Zij kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun opdracht nodig achten. Zij zijn gemachtigd processen-verbaal op te stellen, meer bepaald indien zij vaststellen dat de verklaringen laattijdig ingediend zijn of onjuiste of onvolledige gegevens bevatten.

Art. 7. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting.

Voor de burgerrechtelijke inning van deze bijdragen zijn alleen de rechtbanken te Namen bevoegd.

Art. 8. De hiernagenoemde openbare besturen verstrekken de Dienst, op eenvoudige aanvraag, al de nodige inlichtingen en gegevens die deze nodig heeft voor de toepassing van dit besluit :

- \* de diensten van het federaal Ministerie van Middenstand en Landbouw,
- \* de diensten van het Ministerie van Economische Zaken,
- \* de diensten van het Ministerie van Financiën,
- \* de diensten van de Algemene Directie van Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 96 - 848

[C - 27200]

**14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Petit Elevage et Divers"**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 3 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, notamment l'article 4, § 1er, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, et organisant sa gestion, notamment l'article 7;

Vu la proposition de la section consultative "Petit Elevage et Divers" du 23 octobre 1995;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, donné le 7 novembre 1995;

Vu la concertation avec les pouvoirs fédéraux;

Vu l'accord de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place sans délai un régime spécifique pour la Région wallonne des cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Petit Elevage et Divers" afin d'assurer la continuité de la promotion des produits de ce secteur et de leurs débouchés;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° "Œufs" : les œufs de gallinacés, colombidés et palmipèdes, en coquille et propres à la consommation, en l'état ou à l'utilisation par les industries de l'alimentation humaine;
- "Produits d'œufs" : les œufs sans coquille, le jaune d'œuf et l'ovoalbumine;
- "Casserie d'œufs" : tout établissement qui traite des ovoproduits;
- "Volaille" : les gallinacés, colombidés et palmipèdes vivant à l'état domestique;
- "Palmipède gras" : palmipède ayant été gavé;
- "Viande" : toutes carcasses et parties de volailles et de lapins susceptibles d'être consommées par l'homme;
- "Viande de lapin" : toute viande, fraîche, réfrigérée, congelée ou surgelée comme définie ci-dessus, provenant d'un lapin;
- "Lapin" : tout lapin domestique quel qu'en soit l'âge ou le sexe;
- "Mouton" : tout animal de l'espèce ovine, quel qu'en soit l'âge ou le sexe;
- "Chèvre" : tout animal de l'espèce caprine, quel qu'en soit l'âge ou le sexe;
- "Atelier de transformation" : tout établissement où la viande de volaille, de lapin ou de gibier est découpée ou désossée, puis emballée ou reconditionnée et dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne.
- 2° "Abattoir public" : l'abattoir exploité par un pouvoir public ou une association de pouvoirs publics;
- "Abattoir privé" : l'abattoir exploité par une personne physique ou une personne morale de droit privé.
- 3° "Pisciculteur" : exploitant d'une pisciculture située en Région wallonne;
- "Entreprise de transformation de poisson" : toutes les entreprises autorisées par le Ministère de la Santé publique à transformer le poisson et dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne.
- 4° "Apiculteur" : producteur de miel dont l'exploitation est située en Région wallonne.
- 5° "L'Office" : l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture.
- "I.E.V." : Institut d'Expertise vétérinaire.

**Art. 2. § 1er.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits de la section consultative "Petit Elevage et Divers" sont déterminées comme suit :

1° Les abattoirs de volaille agréés par le Ministère de la Santé publique paient une cotisation annuelle de trois mille francs ainsi qu'une cotisation de dix centimes par volaille abattue, à l'exception des palmipèdes gras pour lesquels une cotisation de cinquante centimes par palmipède gras abattu est due.

2° Les centres d'emballage d'œufs agréés par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paient une cotisation annuelle de six mille francs s'ils ont une capacité technique de triage maximum de cinq mille œufs à l'heure, huit mille francs s'ils ont une capacité technique de triage comprise entre cinq mille et quinze mille œufs à l'heure et dix mille francs s'ils ont une capacité technique de triage de plus de quinze mille œufs à l'heure.

3° Tous les grossistes du commerce des œufs paient une cotisation annuelle de trois mille francs.

4° Les entreprises qui ont accessoirement des produits d'œufs dans leurs activités paient une cotisation annuelle de mille cinq cents francs.

Les entreprises spécialisées en produits d'œufs paient une cotisation annuelle de douze mille francs si leur installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation inférieure à 3 tonnes à l'heure ou une cotisation annuelle de trente mille francs si leur installation dispose d'une capacité réelle de pasteurisation de 3 tonnes à l'heure ou plus.

5° Les casseries d'œufs paient une cotisation annuelle de mille cinq cents francs.

6° Les accouvoirs reconnus par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paient une cotisation annuelle en fonction de leur capacité d'accoupage; à savoir vingt mille francs pour une capacité de plus de deux millions d'œufs, quinze mille francs pour une capacité de plus d'un million jusqu'à deux millions d'œufs inclus, douze mille francs pour une capacité de plus de sept cent cinquante mille jusqu'à un million d'œufs inclus, neuf mille cinq cents francs pour une capacité de plus de cinq cent mille jusqu'à sept cent cinquante mille œufs inclus, sept mille cinq cents francs pour une capacité de plus de trois cent mille jusqu'à cinq cent mille œufs inclus, cinq mille cinq cents francs pour une capacité de plus de deux cent mille jusqu'à trois cent mille œufs inclus, quatre mille francs pour une capacité de plus de cent mille jusqu'à deux cent mille œufs inclus et deux mille cinq cents francs pour une capacité de plus de mille jusqu'à cent mille œufs inclus.

7° Les entreprises de multiplication reconnues par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paient une cotisation annuelle d'un franc par volaille reproductrice maintenue dans l'exploitation durant une année.

8° Le détenteur d'une agréation pour la fabrication d'aliments composés délivrée par le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture paie une cotisation annuelle de deux mille francs.

9° Les points de vente d'aliments composés pour petit élevage situés en Région wallonne paient une cotisation annuelle de cinq cents francs.

10° Les détenteurs de volaille paient une cotisation annuelle de :

- \* trois mille francs pour une entreprise élevant de cinq mille à dix-neuf mille neuf cent nonante-neuf bêtes par an;
- \* cinq mille francs pour une entreprise élevant vingt mille bêtes et plus par an.

11° Les grossistes en viande de volaille paient une cotisation annuelle de trois mille francs.

12° Les ateliers de transformation paient une cotisation annuelle de trois mille francs.

§ 2. Aucune cotisation visée par le présent article n'est toutefois due si les animaux ou produits énoncés au § 1er sont importés.

**Art. 3. 1°** Celui qui abat ou fait abattre des moutons, agneaux ou chèvres dans un abattoir public ou privé paie par animal abattu propre à la consommation humaine une cotisation de huit francs.

2° Aucune cotisation visée par le présent article n'est toutefois due si les animaux énoncés dans l'alinéa 1er sont importés.

**Art. 4.** Les cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits du sous-secteur "lapin" sont déterminées comme suit :

1° Celui qui abat ou fait abattre des lapins dans un abattoir public ou privé paie une cotisation de cinquante centimes par lapin abattu.

De cette cotisation, six centimes par kilo de poids vivant sont portés au compte du fournisseur des lapins, à l'exception des importateurs de lapins vivants.

De cette cotisation, vingt centimes par kilo de viande de lapin sont portés au compte de l'acheteur des lapins abattus, à l'exception des produits qui ne sont pas destinés à la consommation ou qui sont impropres à la consommation humaine. Les cotisants concernés déduisent de leur cotisation obligatoire vingt centimes par kilo de produit non destiné à la consommation humaine.

2° En plus de la cotisation énoncée à l'alinéa précédent, les abattoirs publics et privés paient à l'Office une cotisation annuelle de trois mille francs et en supportent les frais de perception.

**Art. 5. 1°** Les pisciculteurs paient une cotisation annuelle de deux mille francs pour un chiffre d'affaires inférieur à cinq millions de francs et douze mille cinq cents francs pour un chiffre d'affaires supérieur à cinq millions de francs.

2° Les points de vente de poisson situés en Région wallonne paient une cotisation annuelle de deux mille francs.

3° Les entreprises de transformation de poisson paient une cotisation annuelle de douze mille cinq cents francs.

**Art. 6.** Les apiculteurs paient une cotisation annuelle de quinze francs via leurs fédérations ou associations.

**Art. 7. 1°** Afin de fixer le montant des cotisations énoncées à l'article 2, l'Office peut demander aux cotisants la remise d'une déclaration indiquant :

- pour les abattoirs de volaille : la quantité de volaille abattue non importée et de palmipèdes gras abattus non importés;

- pour les centres d'emballages d'œufs : leur capacité technique de triage;

- pour les entreprises spécialisées en produits d'œufs, leur capacité réelle de pasteurisation;

- pour les accouvoirs : leur capacité d'accoupage;

- pour les entreprises de multiplication : le nombre de reproducteurs maintenus dans l'exploitation par an et qui ne sont pas importés;

- pour les détenteurs de volaille : le nombre de bêtes détenues par an et qui ne sont pas importées.

2° Afin de fixer le montant des cotisations visées aux articles 3 et 4, l'Office peut demander aux abattoirs publics ou privés la remise d'une déclaration basée sur les données communiquées par l'I.E.V. ou les services du Ministère de la Santé publique.

3° Afin de fixer le montant des cotisations visées à l'article 5, 1°, l'Office peut demander aux cotisants la remise d'une déclaration indiquant le montant de leur chiffre d'affaires annuel.

4° Les déclarations mentionnées dans les trois alinéas précédents doivent être renvoyées à l'Office endéans les trente jours suivant l'envoi du formulaire de déclaration. A défaut de renvoyer cette déclaration dans le délai prescrit, une cotisation fixe forfaitaire de cinquante mille francs sera due.

**Art. 8.** Les cotisations obligatoires sont applicables aux personnes physiques ou morales qui perçoivent du chef de leurs activités des revenus au sens des articles 23, § 1er et 183 du Code des impôts sur les revenus.

**Art. 9.** L'Office est chargé de la perception des cotisations obligatoires visées par le présent arrêté.

Le montant des cotisations est notifié au cotisant qui doit en effectuer le paiement dans les trente jours suivant la date de la notification.

A défaut de paiement dans ce délai, l'intérêt de retard au taux légal est dû de plein droit sans sommation ou mise en demeure ainsi qu'une indemnisation des frais d'administration et de perceptions supplémentaires exposés effectivement par l'Office, avec un minimum de 1 500 FB par cotisation arriérée.

**Art. 10.** Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon ont dans l'exercice de leurs fonctions libre accès à tous locaux, à l'exception de ceux servant de domicile, notamment pour contrôler les déclarations.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent dresser procès-verbal s'ils constatent que les déclarations sont faites tardivement ou contiennent des données inexacts ou incomplètes.

En ce qui concerne la perception par voie judiciaire ne sont compétents que les tribunaux de Namur.

**Art. 11.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions décrétales en matière budgétaire.

**Art. 12.** Les administrations publiques mentionnées ci-dessous livrent à l'Office, sur simple demande, tous les informations et données nécessaires en vue de l'application du présent arrêté :

\* les Services du Ministère fédéral des Classes moyennes et de l'Agriculture;

\* les Services du Ministère des Finances;

\* les Services du Ministère de la Santé publique;

\* les Services de la Direction générale de l'Agriculture de la Région wallonne.

**Art. 13.** Les arrêtés royaux des 31 janvier 1985 et 31 juillet 1989 relatifs aux cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits des sections consultatives "Petit Elevage et Divers" et "Ovines et caprines", constituées au sein de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles, sont abrogés.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1996.

**Art. 15.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN.

## ÜBERSETZUNG

D. 96 - 848

[C - 27200]

**14. DEZEMBER 1995 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Petit Elevage et Divers" (Förderfonds Kleintierzucht und sonstiges)**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6 § 1 V, in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), insbesondere des Artikels 4 § 1 3°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Anwendung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" und zur Organisation seiner Verwaltung, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung "Kleintierzucht und sonstiges" vom 23. Oktober 1995;

Aufgrund des am 7. November 1995 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsrates des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund der Konzertierung mit der Föderalgewalt;

Aufgrund des am 8. Dezember 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß in der Wallonischen Region unverzüglich ein spezifisches System zur Zahlung von Pflichtbeiträgen zugunsten des Förderfonds "Kleintierzucht und sonstiges" einzuführen ist, um die Kontinuität der Förderung der Erzeugnisse dieses Bereiches und ihrer Absatzmärkte zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1 -** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Eier": die Eier der Hühnervogel, Taubenvogel und Schwimmvogel, in der Schale und für den Verzehr geeignet, als solche oder für den Gebrauch der Lebensmittelindustrie;

"Eiprodukte": die Eier ohne Schale, das Eigelb und Eialbumin;

"Eieraufschlagbetrieb": jeder Betrieb, der Eiprodukte verarbeitet;

"Geflügel": die als Haustiere lebenden Hühnervogel, Taubenvogel und Schwimmvogel;

"Fettschwimmvogel": Schwimmvogel, der gestopft wurde;

"Fleisch": alle Schlachtkörper und Teile von Geflügel und Kaninchen, die sich für den menschlichen Verzehr eignen;

"Kaninchenfleisch": jegliches wie obenstehend definiertes Fleisch des Kaninchens, sei es frisch, tiefgekühlt, gefroren, oder tiefgefroren;

"Kaninchen": jedes Hauskaninchen, unabhängig von Alter und Geschlecht;

"Schaf": jegliches Tier der Schafsrassen, unabhängig von Alter und Geschlecht;

"Ziege": jegliches Tier der Ziegenrassen, unabhängig von Alter und Geschlecht;

"Verarbeitungsbetrieb": jeglicher Betrieb, in dem das Fleisch von Geflügel, Kaninchen oder Wild ausgenommen, zerteilt und anschließend verpackt oder weiterverarbeitet wird, dessen Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region liegt.

2° "Öffentlicher Schlachthof": der von einer öffentlichen Behörde oder einer Vereinigung von öffentlichen Behörden betriebene Schlachthof;

"Privater Schlachthof": der von einer natürlichen oder einer juristischen Person privaten Rechts betriebene Schlachthof.

3° "Fischzüchter": Betreiber einer in der Wallonischen Region gelegenen Fischzucht;

"Fischverarbeitungsbetrieb": alle Betriebe, die vom Ministerium der Volksgesundheit die Erlaubnis erhalten haben, Fisch zu verarbeiten und deren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region liegt.

4° "Imker": Honigerzeuger, dessen Betrieb in der Wallonischen Region liegt.

5° "das Amt": das "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus).

"I.E.V.": Institut d'Expertise vétérinaire (Institut für Veterinärgutachten).

**Art. 2 - § 1.** Die Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Absatzmärkte für die Erzeugnisse der Beratungsabteilung "Kleintierzucht und sonstiges" werden folgendermaßen festgelegt:

1° Die durch das Ministerium der Volksgesundheit anerkannten Geflügelschlachthöfe entrichten einen Jahresbeitrag von 3 000 BEF sowie einen Beitrag von 10 Centimes pro geschlachtetes Tier, mit Ausnahme der Fettschwimmvögel, für die ein Beitrag von 50 Centimes pro geschlachteten Fettschwimmvogel zu zahlen ist.

2° Die durch das Ministerium des Mittelstandes und der Landwirtschaft anerkannten Eierverpackungszentren entrichten einen Jahresbeitrag von 6 000 BEF wenn ihre maximale technische Sortierkapazität 5 000 Eier pro Stunde nicht übersteigt, 8 000 BEF wenn ihre maximale technische Sortierkapazität zwischen 5 000 und 15 000 Eier pro Stunde liegt und 10 000 BEF wenn ihre maximale technische Sortierkapazität 15 000 Eier pro Stunde übersteigt.

3° Alle Eiergroßhändler entrichten einen Jahresbeitrag von 3 000 BEF.

4° Jene Unternehmen, zu deren Tätigkeitsbereichen nebensächlich Eiprodukte gehören, entrichten einen Jahresbeitrag von 1 500 BEF.

Die Unternehmen, die in Eiprodukten spezialisiert sind, entrichten einen Jahresbeitrag von 12 000 BEF, wenn ihre Einrichtung eine tatsächliche Pasteurisierungskapazität von 3 Tonnen pro Stunde nicht übersteigt, oder einen Jahresbeitrag von 30 000 BEF, wenn ihre Einrichtung eine tatsächliche Pasteurisierungskapazität von 3 Tonnen pro Stunde erreicht oder übersteigt.

5° Die Eieraufschlagbetriebe entrichten einen Jahresbeitrag von 1 500 BEF.

6° Die durch das Ministerium des Mittelstandes und der Landwirtschaft anerkannten Brutbetriebe entrichten einen Jahresbeitrag der je nach ihrer Brutkapazität berechnet wird; 20 000 BEF für eine Kapazität von mehr als 2 Millionen Eiern, 15 000 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 1 Million und 2 Millionen Eiern einschließlich, 12 000 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 750 000 und 1 Millionen Eiern einschließlich, 9 500 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 500 000 und 750 000 Eiern einschließlich, 7 500 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 300 000 und 500 000 Eiern einschließlich, 5 500 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 200 000 und 300 000 Eiern einschließlich, 4 000 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 100 000 und 200 000 Eiern einschließlich und 2 500 BEF für eine Kapazität zwischen mehr als 1 000 und 100 000 Eiern einschließlich.

7° Die durch das Ministerium des Mittelstandes und der Landwirtschaft anerkannten Vermehrungsbetriebe entrichten einen Jahresbeitrag von 1 BEF pro Vermehrungsgeflogeltier, das während 1 Jahr im Betrieb verbleibt.

8° Der Inhaber einer durch das Ministerium des Mittelstandes und der Landwirtschaft für die Herstellung von Mischfutter erteilten Zulassung entrichtet einen Jahresbeitrag von 2 000 BEF.

9° Die in der Wallonischen Region gelegenen Verkaufsstellen von Mischfutter für die Kleinviehzucht entrichten einen Jahresbeitrag von 500 BEF.

10° Die Geflügelbesitzer zahlen einen Jahresbeitrag von:

- 3 000 BEF für das Unternehmen, das jährlich zwischen 5 000 und 19 999 Tiere züchtet;
- 5 000 BEF für das Unternehmen, das jährlich mehr als 20 000 Tiere züchtet.

11° Die Großhändler für Geflügelfleisch entrichten einen Jahresbeitrag von 3 000 BEF.

12° Die Verarbeitungsbetriebe entrichten einen Jahresbeitrag von 3 000 BEF.

§ 2. Der in dem vorliegenden Artikel festgelegte Beitrag ist jedoch nicht zu entrichten, wenn die in § 1 angeführten Tiere oder Produkte eingeführt werden.

**Art. 3 - 1°** Jede Person, die Schafe, Lämmer oder Ziegen in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten läßt, entrichtet pro für den menschlichen Verzehr geeignetes Schlachtier einen Beitrag von 8 BEF.

2° Der in dem vorliegenden Artikel angeführte Beitrag ist jedoch nicht zu entrichten, wenn die in Absatz 1 genannten Tiere eingeführt werden.

**Art. 4 -** Die Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Absatzmärkte der Produkte der Unterabteilung "Kaninchen" werden folgendermaßen festgelegt:

1° Jede Person, die Kaninchen in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten läßt, entrichtet pro geschlachtetes Kaninchen einen Beitrag von 50 Centimes.

Von diesem Beitrag gehen 6 Centimes pro Kilo Lebendgewicht auf das Konto des Kaninchenlieferanten, mit Ausnahme der Importeure von lebenden Kaninchen.

Von diesem Beitrag gehen 20 Centimes pro Kilo Kaninchenfleisch auf das Konto des Käufers der geschlachteten Kaninchen, mit Ausnahme der Erzeugnisse, die nicht für den Verzehr bestimmt sind oder die für den menschlichen Verzehr nicht geeignet sind. Die betroffenen Beitragzahler ziehen von ihrem Beitrag 20 Centimes pro Kilo für den menschlichen Verzehr ungeeigneter Produkte ab.

2° Zusätzlich zu dem in dem vorangehenden Absatz angeführten Beitrag entrichten die öffentlichen oder privaten Schlachthöfe an das Amt einen Jahresbeitrag von 3.000 BEF. Sie tragen ebenfalls die Beitreibungskosten.

**Art. 5. 1°** Die Fischzüchter entrichten einen Jahresbeitrag von 2 000 BEF, falls ihr Jahresumsatz unter 5 000 000 BEF liegt. Übersteigt ihr Jahresumsatz 5 000 000 BEF, entrichten sie einen Jahresbeitrag von 12 500 BEF.

2° Die in der Wallonischen Region gelegenen Verkaufsstellen für Fisch entrichten einen Jahresbeitrag von 2 000 BEF.

3° Die Fischverarbeitungsbetriebe entrichten einen Jahresbeitrag von 12 500 BEF.

**Art. 6 -** Die Imker entrichten über ihre Verbände oder Vereinigungen einen Jahresbeitrag von 15 BEF.

**Art. 7 -** Um den Betrag des in Artikel 2 genannten Beitrags festzulegen, ist das Amt berechtigt, die Beitragzahler aufzufordern, eine Erklärung zu übermitteln, die folgende Angaben beinhaltet:

- für die Geflügelschlachthöfe: die Menge des nicht eingeführten geschlachteten Geflügels und der nicht eingeführten Fettschwimmvögel;
- für die Eierverpackungszentren: ihre technische Sortierkapazität;
- für die Unternehmen, die in Eiprodukten spezialisiert sind: ihre tatsächliche Pasteurisierungskapazität;
- für die Brutbetriebe : ihre Brutkapazität;
- für die Vermehrungsbetriebe : die Anzahl der Vermehrer, die nicht eingeführt wurden und während 1 Jahr im Betrieb verbleiben;
- für die Besitzer von Geflügel: die Anzahl der während 1 Jahr im Betrieb verbleibenden Tiere, die nicht eingeführt wurden.

2° Um den Betrag der in den Artikeln 3 und 4 genannten Beiträge festzulegen, ist das Amt berechtigt, die öffentlichen oder privaten Schlachthöfe aufzufordern, eine Erklärung zu übermitteln, die sich auf die Angaben des I.E.V. oder der Dienststellen des Ministeriums für Volksgesundheit stützt.

3° Um den Betrag des in Artikel 5 1° genannten Beitrags festzulegen, ist das Amt berechtigt, die Beitragzahler aufzufordern, eine Erklärung zu übermitteln, die ihren Jahresumsatz beinhaltet.

4° Die in den drei vorangehenden Absätzen angeführten Erklärungen sind innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Zustellung des betreffenden Formulars an das Amt zurückzusenden. Wird diese Erklärung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt, ist ein pauschaler Beitrag von 50 000 BEF zu zahlen.

**Art. 8 -** Die Pflichtbeiträge sind anwendbar auf die natürlichen und juristischen Personen, die aufgrund ihrer Aktivitäten im Sinne der Artikel 23 § 1 und 183 des Einkommensteuergesetzbuches Einkünfte beziehen.

**Art. 9 -** Das Amt wird mit der Einforderung der in dem vorliegenden Erlaß angeführten Pflichtbeiträge beauftragt.

Der Betrag der Beiträge wird dem Beitragzahler mitgeteilt, der die Zahlung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach der genannten Mitteilung tätigen muß.

Mangels Zahlung innerhalb dieser Frist wird von Rechts wegen und ohne Mahnung oder Zahlungsbefehl ein Verzugszins fällig, sowie eine Entschädigung für Verwaltungs- und zusätzliche Einforderungskosten, die effektiv zu Lasten des Amtes entstanden sind, wobei der Mindestbetrag pro rückständigen Beitrag 1 500 BEF beträgt.

**Art. 10 -** Die von der Wallonischen Regierung bezeichneten Beamten haben bei der Ausübung ihres Amtes freien Zugang zu allen Räumlichkeiten, mit Ausnahme jener, die als Wohnort dienen, insbesondere um die Erklärungen zu überprüfen.

Sie sind berechtigt, die Zahlungspflichtigen aufzufordern, ihnen alle Informationen und Dokumente zu übermitteln, die bei der Ausübung ihrer Aufgaben notwendig sind. Sie sind berechtigt, ein Protokoll zu verfassen, insbesondere wenn sie feststellen, daß die Erklärungen verspätet eingereicht wurden oder falsche oder unvollständige Angaben enthalten.

Im Falle einer Beitreibung auf dem Gerichtsweg sind ausschließlich die Gerichte von Namur zuständig.

**Art. 11** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den auf Haushaltsebene gültigen dekretmäßigen Bestimmungen aufgespürt, festgestellt und geahndet.

**Art. 12** - Die öffentlichen Verwaltungen, insbesondere die nachstehend genannten Dienststellen stellen dem Amt auf dessen Anfrage hin alle Informationen und Angaben zur Verfügung, die für die Anwendung des vorliegenden Erlasses notwendig sind:

- \* die Dienststellen des föderalen Ministeriums des Mittelstandes und der Landwirtschaft;
- \* die Dienststellen des Finanzministeriums;
- \* die Dienststellen des Ministeriums der Volksgesundheit;
- \* die Dienststellen der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.

**Art. 13** - Die Königlichen Erlasse vom 31. Januar 1985 und vom 31. Juli 1989 über die Pflichtbeiträge zur Förderung der Absatzmärkte für die Produkte der innerhalb des "Office national des Débouchés agricoles et horticoles" errichteten Beratungsabteilungen "Kleintierzucht und sonstiges" und "Schafe und Ziegen" werden aufgehoben.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1996 wirksam.

**Art. 15** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 14. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

#### VERTALING

N. 96 - 848

[C - 27200]

#### 14 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Kleinvee en allerlei"

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), inzonderheid op artikel 4, § 1, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw) en tot organisatie van zijn beheer, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het voorstel van de consultatieve afdeling "Kleinvee en allerlei" van 23 oktober 1995;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" gegeven op 7 november 1995;

Gelet op het overleg met de federale overheid;

Gelet op het akkoord van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 1995;

Gelet op het akkoord van de Waalse Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is een aan het Waalse Gewest eigen regeling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds "Kleinvee en allerlei" onverwijld in te stellen, om de continuïteit van de bevordering van de produkten van deze sector en hun afzet te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Eieren" : eieren van hoenderachtigen, duifachtigen en zwemvogels, in de schaal en geschikt voor consumptie in ongewijzigde staat of voor gebruik door de levensmiddelenindustrie;

"Eiprodukten" : eieren uit de schaal, eigeel en ovoalbumine;

"Eierverwerkingsbedrijf" : elk bedrijf dat eiprodukten verwerkt;

"Pluimvee" : de als huisdieren levende hoenderachtigen, duifachtigen en zwemvogels;

"Vette zwemvogel" : vetgemeste zwemvogel;

"Vlees" : alle karkassen en delen van pluimvee en konijn die geschikt zijn voor menselijke consumptie;

"Konijnvlees" : zoals hierboven beschreven vers, gekoeld, bevroren of diepgevroren vlees afkomstig van een konijn;

"Konijn" : elk tam konijn, ongeacht zijn leeftijd of geslacht;

"Schaap" : elk dier van het schapensoort, ongeacht zijn leeftijd of geslacht;

"Geit" : elk dier van het geitensoort, ongeacht zijn leeftijd of geslacht;

"Verwerkingsatelier" : elk bedrijf waar pluimvee, konijn of wild aangesneden of uitbeend en daarna verpakt wordt en waarvan de exploitatiezetel in het Waalse Gewest gevestigd is.

2° "Openbaar slachthuis" : het slachthuis geëxploiteerd door een overheidslichaam of door een vereniging van overheidslichamen;

"Particulier slachthuis" : het slachthuis geëxploiteerd door een natuurlijk persoon of privaatrechtelijk rechtspersoon.

3° "Viskweker" : uitbater van een in het Waalse Gewest gevestigde visserij;

"Visverwerkingsbedrijf" : alle bedrijven gemachtigd door het Ministerie van Volksgezondheid vis te verwerken en waarvan de exploitatiezetel in het Waalse Gewest gevestigd is.

4° "Bijenhouder" : producent van honing van wie de exploitatiezetel in het Waalse Gewest gevestigd is.

5° "de Dienst" : de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture".

"I.E.V." : het "Institut d'Expertise vétérinaire" (Instituut voor Veterinaire Keuring).

Art. 2. § 1. De verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling "Kleinvee en allerlei" worden vastgesteld als volgt :

1° De door het Ministerie van Volksgezondheid erkende pluimveeslachterijen betalen een jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank, alsook een bijdrage van tien centiemen per geslacht dier, met uitzondering van de vette zwemvogels waarvoor een bijdrage van vijftig centiemen per geslacht dier verschuldigd is.

2° De door het Ministerie van Middenstand en Landbouw erkende pakstations in de eiersector betalen een jaarlijkse bijdrage van zesduizend frank indien ze een technische sorteercapaciteit hebben van maximum vijfduizend eieren per uur, achtduizend frank indien zij een technische sorteercapaciteit hebben van meer dan vijfduizend tot en met vijftienduizend eieren per uur en tienduizend frank indien zij een technische sorteercapaciteit hebben van meer dan vijftienduizend eieren per uur.

3° Alle groothandelaars in eieren betalen een jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank.

4° De bedrijven die in nevenactiviteit eiprodukten vervaardigen betalen een jaarlijkse bijdrage van duizend vijfhonderd frank.

De gespecialiseerde eiproduktenbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van twaalfduizend frank indien zij beschikken over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van minder dan 3 ton per uur of een jaarlijkse bijdrage van dertigduizend frank indien zij beschikken over een werkelijke pasteurisatiecapaciteit van 3 ton per uur of meer.

5° De eierverwerkingsbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van duizend vijfhonderd frank.

6° De door het Ministerie van Middenstand en Landbouw erkende broeierijen betalen een jaarlijkse bijdrage in functie van hun broedcapaciteit, namelijk twintigduizend frank voor een broedcapaciteit van meer dan twee miljoen stuks, vijftienduizend frank voor een broedcapaciteit van meer dan één miljoen stuks tot en met twee miljoen stuks, twaalfduizend frank voor een broedcapaciteit van meer dan zevenhonderdvijftigduizend stuks tot en met één miljoen eieren, negenduizend vijfhonderd frank voor een broedcapaciteit van meer dan vijfhonderdduizend stuks tot en met zevenhonderdvijftigduizend stuks, zeventienduizend vijfhonderd frank voor een broedcapaciteit van meer dan driehonderdduizend stuks tot en met vijfhonderdduizend stuks, vijfduizend vijfhonderd frank voor een broedcapaciteit van meer dan tweehonderdduizend stuks tot en met driehonderdduizend stuks, vierduizend frank voor een broedcapaciteit van meer dan honderdduizend stuks tot en met tweehonderdduizend stuks en tweeduizend vijfhonderd frank voor een broedcapaciteit van meer dan duizend stuks tot en met honderdduizend stuks.

7° De door het Ministerie van Middenstand en Landbouw erkende vermeerderingsbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van één frank per moederdier dat op het bedrijf tijdens één jaar gehouden wordt.

8° De houder van een vergunning voor het fabriceren van mengvoeders, afgeleverd door het Ministerie van Middenstand en Landbouw, betaalt een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend frank.

9° De in het Waalse Gewest gelegen verkooppunten van mengvoeders voor kleinvee betalen een jaarlijkse bijdrage van vijfhonderd frank.

10° De houders van pluimvee betalen een jaarlijkse bijdrage van :

- drieduizend frank wat betreft een bedrijf waar vijfduizend tot negentienduizend negenhonderd negennegentig dieren gehouden worden;

- vijfduizend frank wat betreft een bedrijf waar meer dan twintigduizend dieren per jaar gehouden worden.

11° De groothandelaars in pluimveevlees betalen een jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank.

12° De verwerkingsateliers betalen een jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank.

§ 2. Geen van de in dit artikel bedoelde bijdrage is echter verschuldigd indien de in § 1 vermelde dieren of produkten ingevoerd worden.

Art. 3. 1° Wie schapen, lammeren of geiten slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis betaalt een bijdrage van acht frank per geslacht dier, geschikt voor de menselijke consumptie.

2° Geen bijdrage bedoeld in dit artikel is echter verschuldigd indien de in het eerste lid vermelde dieren ingevoerd worden.

Art. 4. De verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de onder-sector "konijn" worden vastgesteld als volgt :

1° Wie konijnen slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis betaalt een bijdrage van vijftig centiemen per geslacht konijn;

wordt zes centiemen per kilogram levend gewicht aan de leverancier van konijnen, met uitzondering van de invoerders van levende konijnen.

Daarvan wordt twintig centiemen per kilogram konijnenvlees aan de koper van geslachte konijnen doorgerekend, met uitzondering van de produkten die niet bestemd zijn voor consumptie of ongeschikt voor de menselijke consumptie. De betrokken bijdrageplichtigen trekken twintig centiemen per kilogram produkten niet bestemd voor menselijke consumptie af van hun verplichte bijdrage.

2° Naast de in vorig lid vermelde bijdrage betalen de openbare en particuliere slachthuizen een jaarlijkse bijdrage van drieduizend frank aan de Dienst en rekenen daarvoor geen inruingskosten aan.

Art. 5. 1° De viskwekers betalen een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend frank voor een omzet lager dan vijf miljoen frank en twaalfduizend vijfhonderd frank voor een omzet hoger dan vijf miljoen frank.

2° De in het Waalse Gewest gevestigde verkooppunten van vis betalen een jaarlijkse bijdrage van tweeduizend frank.

3° De visverwerkingsbedrijven betalen een jaarlijkse bijdrage van twaalfduizend vijfhonderd frank.

Art. 6. De bijenhouders betalen een jaarlijkse bijdrage van vijftien frank via hun federaties of verenigingen.



**Art. 7.** Voor de bepaling van het bedrag van de in artikel 2 vermelde bijdragen kan de Dienst aan de bijdrageplichtigen een verklaring vragen met vermelding van :

- wat betreft de pluimveeslachterijen : het aantal geslachte en niet-ingevoerde pluimvee en geslachte en niet-ingevoerde vette watervogels;
- wat betreft de pakstations in de eiersector : hun technische sorteercapaciteit;
- wat betreft de gespecialiseerde eiproduktenbedrijven : hun werkelijke pasteurisatiecapaciteit;
- wat betreft de broeierijen : hun broedcapaciteit;
- wat betreft de vermeerderingsbedrijven : het aantal moederdieren dat op het bedrijf per jaar gehouden wordt en dat niet geïmporteerd wordt;
- wat betreft de houders van pluimvee : het aantal dieren dat per jaar gehouden wordt en dat niet geïmporteerd wordt.

2° Voor de bepaling van het bedrag van de in artikelen 3 en 4 vermelde bijdragen kan de Dienst aan de openbare en particuliere slachthuizen een verklaring vragen bestaande uit de gegevens doorgegeven door het I.E.V. of de diensten van het Ministerie van Volksgezondheid.

3° Voor de bepaling van het bedrag van de in artikel 5, 1°, vermelde bijdragen kan de Dienst aan de bijdrageplichtigen een verklaring met het bedrag van hun omzet vragen.

4° De in de drie voorafgaande leden vermelde verklaringen moeten naar de Dienst teruggezonden worden binnen dertig dagen na verzending van het aangifteformulier. Indien deze verklaring niet ingediend is binnen de voorgescreven termijn is een vaste en forfaitaire bijdrage van vijftigduizend frank verschuldigd.

**Art. 8.** De bijdragen zijn verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen die uit hun activiteiten inkomsten verwerven in de zin van artikelen 23, § 1, en 183 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

**Art. 9.** De Dienst wordt belast met de inning van de bij dit besluit bedoelde verplichte bijdragen. Het bedrag van de bijdragen wordt ter kennis gebracht van de bijdrageplichtige die het moet vereffenen binnen dertig dagen na de datum van kennisgeving.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn is van rechtswege en zonder aanmaning of ingebrekestelling de wettelijke verwijlinterest verschuldigd, alsook een vergoeding van de werkelijk door de Dienst voorgelegde bijkomende administratie- en inningskosten, met een minimum van 1 500 frank per achterstallige bijdrage.

**Art. 10.** Voor de uitvoering van hun opdracht hebben de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren vrije toegang tot alle lokalen, behalve deze die tot woning dienen, om de verklaringen in het bijzonder te controleren.

Zij kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun opdracht nodig achten. Zij zijn gemachtigd processen-verbaal op te stellen, meer bepaald indien zij vaststellen dat de aangiften laattijdig ingediend zijn of onjuiste of onvolledige gegevens bevatten.

Voor de burgerrechtelijke inning van deze bijdragen zijn alleen de rechtbanken te Namen bevoegd.

**Art. 11.** Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting.

**Art. 12.** De hiernagenoemde openbare besturen verstrekken de Dienst, op eenvoudige aanvraag, al de nodige inlichtingen en gegevens die deze nodig heeft voor de toepassing van dit besluit :

- \* de diensten van het federaal Ministerie van Middenstand en Landbouw,
- \* de diensten van het Ministerie van Financiën,
- \* de diensten van het Ministerie van Volksgezondheid,
- \* de diensten van de Algemene Directie van Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 13.** De koninklijke besluiten van 31 januari 1985 en 31 juli 1989 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdelingen "Kleinvee en allerlei" en "Schapen en geiten" opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten worden opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

**Art. 15.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Lait"

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, notamment l'article 4, § 1er, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, et organisant sa gestion, notamment l'article 7;